

Il est indubitable que l'on a de moins en moins confiance en cette institution. Au cours des élections qui ont eu lieu en Ontario dernièrement, on pouvait voir des placards sur lesquels on avait écrit «Ne votez pas, vous risquez de les encourager». Je pense que cela illustre l'attitude d'un grand nombre de Canadiens à l'égard de nos institutions parlementaires. Il y a de plus en plus d'insatisfaction à l'égard du processus législatif et des travaux de la Chambre.

A ce propos, j'aimerais citer un passage d'une lettre adressée à un journal agricole. L'auteur de cette lettre commente la façon d'effectuer la conversion au système métrique. Elle s'intitule: «Qui sommes-nous pour avoir un mot à dire?» La voici:

● (2020)

Monsieur,

Il est très difficile de comprendre la logique de personnes comme certaines de celles qui ont écrit dernièrement à votre journal. Je veux parler des gens qui encouragent leurs concitoyens à protester contre l'imposition contre notre volonté du système métrique. Il est étonnant de constater qu'un grand nombre de personnes adoptent pareille attitude.

Qui sommes-nous pour oser élever nos voix ignorantes et ingrates et contester ouvertement les décisions de nos bureaucrates d'Ottawa?

Qu'importe si on ne nous a pas demandé, à nous citoyens et contribuables, si nous voulions nous débarrasser de notre système actuel de poids et mesures. Qui sommes-nous pour avoir un mot à dire.

Qu'importe si le changement va coûter des millions de dollars et nous apporter beaucoup de confusion? Simplement parce que nous ne pouvons saisir les raisons sans doute légitimes pour nous défaire du système impérial qui nous a tellement bien servi; est-ce que cela signifie que l'on n'agit pas dans notre meilleur intérêt?

Oh, que nous manquons de foi! Ne laissons pas nos esprits incrédules nous suggérer la rébellion, rassurons-nous plutôt en sachant que nos loyaux représentants à Ottawa n'imagineraient jamais nous imposer quoique ce soit dont nous n'aurions vraiment pas besoin. Et bien, est-ce cela qu'ils vont faire?

La lettre est signée par Dan Riley, de Strathclair, Manitoba. Cette lettre résume les sentiments des Canadiens de l'Ouest à l'égard de ce projet de loi, de la façon dont il a été présenté et dont il est étudié. Mais nous devons nous préoccuper d'autres champs de compétence qui appartiennent au Parlement. Il n'y a pas longtemps le vérificateur général nous prévenait que le gouvernement, en fait le Parlement, avait perdu le contrôle des deniers publics, que les dépenses lui échappaient, que la gestion financière et les systèmes de contrôle manquaient de qualité et d'efficacité et que les sociétés de la Couronne n'étaient pas exploitées d'une manière rentable. Il existe des preuves que nos mécanismes de contrôle financier sont faibles, inefficaces et même insuffisants. Et quand tout cela s'est-il produit? Sous les divers régimes libéraux, sous des gouvernements libéraux qui gouvernent avec arrogance et non avec sollicitude, qui gouvernent sans se préoccuper de la population. Trop souvent, le gouvernement essaie de fabriquer des lois comme s'il s'agissait de faire de la saucisse. Il déverse sur nos têtes des aunes et des aunes de lois inutiles.

M. McKenzie: C'est de la saucisse avariée!

M. Mazankowski: C'est de la saucisse pourrie. Ce sont des mesures législatives et des règlements absolument inutiles qu'on va infliger aux Canadiens. Ce bill en est un autre exemple. N'est-ce point le temps d'en revenir à la règle de la raison et du bon sens dans cette institution, et de faire renaître

Système métrique

également la confiance qu'elle inspire? Nous avons déjà beaucoup de lois, au Canada.

M. McKenzie: Excusez-moi. J'aurais dû dire que c'était de la foutaise, et non pas de la saucisse.

M. Mazankowski: Nous adoptons encore d'autres lois chaque jour. On m'a dit que le bill sur la concurrence sera en contradiction avec la plupart des lois figurant dans nos statuts. Il nous faudrait créer une sorte d'organisme de défrichage chargé d'examiner les mesures législatives proposées avant que la Chambre ne les étudie, de sorte qu'aucun bill présenté par le gouvernement ne transgresse la législation existante ou n'entre en contradiction avec elle. J'ai parlé avec un représentant de l'une des principales sociétés pétrolières qui a comparu l'autre jour devant l'un de nos comités permanents. Il m'a rappelé qu'il y avait quelque 375 mesures législatives touchant l'industrie pétrolière de notre pays de façon directe ou indirecte. Et ce chiffre ne comprend pas tous les règlements et décrets en conseil que les différents niveaux de gouvernement imposent à l'industrie. La plupart d'entre eux sont adoptés en pleine nuit pour ainsi dire, et on n'en entend jamais parler.

Notre pays subit actuellement une crise de l'énergie. Y a-t-il de quoi être surpris, quand l'on sait que tous ceux qui participent à la production de l'énergie voient chacun de leurs efforts contrecarrés par la prolifération de mesures législatives et de règlements adoptés par tous les différents échelons de gouvernement. Nos producteurs d'énergie se sentent particulièrement désemparés par les anomalies qui existent entre différentes lois qui se contredisent mutuellement. Monsieur l'Orateur, les fermiers ne veulent pas de cette loi, car ils n'en ont pas besoin. Cela devrait être évident pour tout député de l'Ouest qui a le courage d'expédier un questionnaire à ses électeurs ou de procéder à un sondage sur ce bill.

M. Woolliams: Y compris Jack Horner.

M. Mazankowski: Les députés de l'Ouest devraient le faire, s'ils sont réellement préoccupés par les sentiments de leurs électeurs, et j'entends par là les sentiments des agriculteurs aussi bien que des citoyens, des docteurs, des avocats, des professeurs etc. J'ai envoyé un questionnaire rédigé en des termes très simples. Ma première question était la suivante: Êtes-vous en faveur de la conversion au système métrique? De tous ceux qui ont répondu, 29.1 p. 100 ont dit oui, 65.5 p. 100 ont dit non et 5.4 p. 100 n'avaient pas d'opinion.

A la deuxième question: Êtes-vous d'accord pour convertir a) les acres en hectares, 17 p. 100 ont répondu oui, 74.3 p. 100, non et 8.7 p. 100 étaient sans avis. Le b) concernait la conversion des boisseaux en tonnes. Voici les réponses à cette question: Oui: 21.7 p. 100, non: 69.2 p. 100, sans opinion: 9.1 p. 100. Je signale que les agriculteurs n'ont pas été les seuls à répondre au questionnaire. Un échantillon d'électeurs de la circonscription y ont répondu également. Il est évident que si nous voulons nous montrer à la hauteur de notre tâche, il est de notre devoir et de notre obligation de faire consigner l'opinion de nos électeurs au compte rendu de la Chambre.

A cet égard, j'aimerais citer une lettre parue dans la revue *Farm Trends* du mois d'avril 1977, à la page 10, sous le titre «Metric Confusion». La voici: